

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Protection de la population et tranquillité publique

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absents / Excusés :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Convention de coordination 2021-2023 entre la Ville de Montpellier et les forces de sécurité de l'État - Avenant n°2 de prolongation - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

La convention de coordination entre la Ville de Montpellier et les forces de sécurité de l'Etat a été approuvée pour la période 2021-2023, par délibération du Conseil municipal du 8 février 2021. Conformément à l'article L.512-4 du Code de la sécurité intérieure, cette convention précise la nature, les lieux, les modalités d'intervention des agents de la Police Municipale, la vidéoprotection et plus largement la complémentarité de tous les services relevant du Pôle des Sécurités et de la Tranquillité Publique (PSTP), en coordination avec les forces de sécurité de l'Etat de la Direction Départementale de la Sécurité Publique de l'Hérault (DDSP34), dans le respect des compétences de chacun. Elle permet ainsi de conforter le rôle de tous les services de la Ville de Montpellier concourant à l'application des pouvoirs de police du maire, en matière de prévention, de surveillance, du bon ordre, de la tranquillité, de la sécurité et de la salubrité publique, dans une logique de complémentarité avec les services de la Police Nationale.

Afin de préciser les modalités de partage des images de vidéoprotection, un avenant n°1 a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 10 octobre 2023.

Dans le cadre de l'évolution en cours des organisations tant de la Police Municipale que de la Police

Nationale, Direction Interdépartementale de la Police Nationale (DIPN), il est proposé un avenant n°2 de prolongation à l'actuelle convention dans les mêmes conditions et ce jusqu'au 31 décembre 2024, afin d'assurer la coopération des services. Pour ce faire, l'article 41 de la convention, relatif à sa durée, est modifié.

Une nouvelle convention est en cours de préparation pour la période 2025-2027, conformément aux textes en vigueur, afin d'intégrer les récentes conditions opérationnelles et organisationnelles nécessaires aux coopérations.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de l'avenant n°2 à la convention de coordination entre la Ville de Montpellier et les forces de sécurité de l'Etat ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avenant 2 prorogation CDC MTP.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-271250-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Avenant n°2

Convention de Coordination Ville de Montpellier – Forces de sécurité de l'Etat 2021-2023

Entre les soussignés :

Le Préfet du département de l'Hérault, le Procureur de la République près du tribunal judiciaire de Montpellier et le Maire de la commune de Montpellier,

Il est convenu ce qui suit :

Préambule :

Par délibération du Conseil Municipal du 8 février 2021, la convention de coordination entre la Ville de Montpellier et les forces de sécurité de l'Etat a été approuvée pour la période 2021 – 2023.

Par délibération du Conseil Municipal du 27 juin 2024, Monsieur Michaël DELAFOSSE est autorisé à signer un avenant prorogeant la convention susvisée.

Conformément à l'article L.512-4 du Code de la Sécurité Intérieure, cette convention précise la nature, les lieux, les modalités d'intervention des agents de la Police Municipale, la vidéoprotection et plus largement la complémentarité de tous les services relevant du Pôle des Sécurités et de la Tranquillité Publique (PSTP), en coordination avec les forces de sécurité de l'Etat de la Direction Interdépartementale de la Police Nationale (DIPN), dans le respect des compétences de chacun. Elle permet ainsi de conforter le rôle de tous les services de la Ville de Montpellier concourant à l'application des pouvoirs de police du maire, en matière de prévention, de surveillance, du bon ordre, de la tranquillité, de la sécurité et de la salubrité publique dans une logique de complémentarité avec les services de la Police Nationale.

Afin de préciser les modalités de partage des images de vidéoprotection, un avenant n°1 a été approuvé par délibération du Conseil Municipal du 10 octobre 2023.

Dans le cadre de l'évolution en cours des organisations tant de la Police Municipale que de la Police Nationale, Direction Interdépartementale de la Police Nationale (DIPN), il convient d'établir un avenant de prolongation à la présente convention dans les mêmes conditions et ce jusqu'au 31 décembre 2024, afin d'assurer la coopération des services.

Article 1 :

Compte tenu de ce qui précède, il est convenu entre les parties de modifier l'article 41 comme suit :

Article 41 – Durée de la convention

La validité de la convention de la coordination 2021-2023 est prorogée exceptionnellement jusqu'au 31 décembre 2024, à compter du 2 mars 2024, date d'échéance de la présente convention de coordination.

Article 2 :

Les clauses et conditions de la convention initiale demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

Fait à Montpellier, le

Le Préfet de L'Hérault

Le Procureur de la
République près le tribunal
judiciaire de Montpellier

Le Maire de Montpellier

Fabrice BELARGENT

Michaël DELAFOSSE